

# PLAN LOCAL D'URBANISME



## Règlement

## ZONE 1AU

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE COMPTE-TENU DE LA  
RÉCEPTION EN PRÉFECTURE LE **24.12.2019**  
ET DE LA PUBLICATION (OU NOTIFICATION) LE

**24 DEC. 2019**



*[Signature]*  
Le Maire

MODIFICATION SIMPLIFIÉE APPROUVÉE LE :

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 1AU
--

**I- VOCATION PRINCIPALE**

Il s'agit de zones à caractère naturel destinées à être urbanisées à court terme sous forme d'opérations d'aménagement. Elles sont destinées à accueillir de l'habitat et des services qui en sont le complément naturel.

**II- RAPPELS ET RECOMMANDATIONS**

Les clôtures sont soumises à une obligation de déclaration.

La zone 1AU comprend plusieurs servitudes d'utilité publique et d'informations ou d'annexes reprises dans le rapport de présentation.

Il s'agit notamment de la prise en compte des obligations suivantes :

- Installation classée pour la protection de l'environnement (rue Pasteur)
- Protection de la concession de mines et carrières.

Les aménagements des zones 1AU doivent être compatibles avec les orientations d'aménagement prévues à cet effet.

**SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL****ARTICLE 1AU 1 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES**

- les campings et caravanings,
- l'ouverture et l'exploitation de carrière,
- les dépôts de matériaux de démolition, de déchets, de véhicules désaffectés,
- les décharges d'ordures ménagères ou de déchets industriels ou agricoles
- les installations susceptibles de servir d'abri pour l'habitation et constituées par d'anciens véhicules désaffectés, des caravanes et des abris autres qu'à usage public et à l'exception des installations de chantiers,
- la création de sièges d'exploitation agricole,
- la réalisation d'étangs et de plans d'eau permanents
- les caves et sous-sols.

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE COMPTE-TENU DE LA  
RÉCEPTION EN PRÉFECTURE LE **24-12-2019**  
ET DE LA PUBLICATION (OU NOTIFICATION) LE



**24 DEC. 2019**

*Le Maire*

**ARTICLE 1AU 2 - LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES  
SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES**

- Les opérations d'aménagement ne doivent pas remettre en cause l'aménagement général de la zone et doivent être compatibles avec les principes définis dans les orientations d'aménagement.
- Les groupes de garages individuels de plus de deux unités à condition qu'ils ne présentent qu'une seule sortie sur la voie publique.
- Les constructions à usage d'activité comportant des installations classées ou non, admissibles à proximité des quartiers d'habitation et ne provoquant pas de nuisances telles que fumées, émanations nocives, malodorantes, polluantes ou génératrices de bruit. Les dispositions prises dans le but d'éliminer les risques pour la sécurité et les nuisances, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.
- Les affouillements et exhaussements du sol seulement s'ils sont indispensables pour la réalisation des types d'occupation ou d'utilisation des sols autorisés, (ex : citerne incendie),

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE COMPTE-TENU DE LA  
RÉCEPTION EN PRÉFECTURE LE **24.12.2019**  
ET DE LA PUBLICATION (OU NOTIFICATION) LE



**24 DEC. 2019**

*Le Maire*

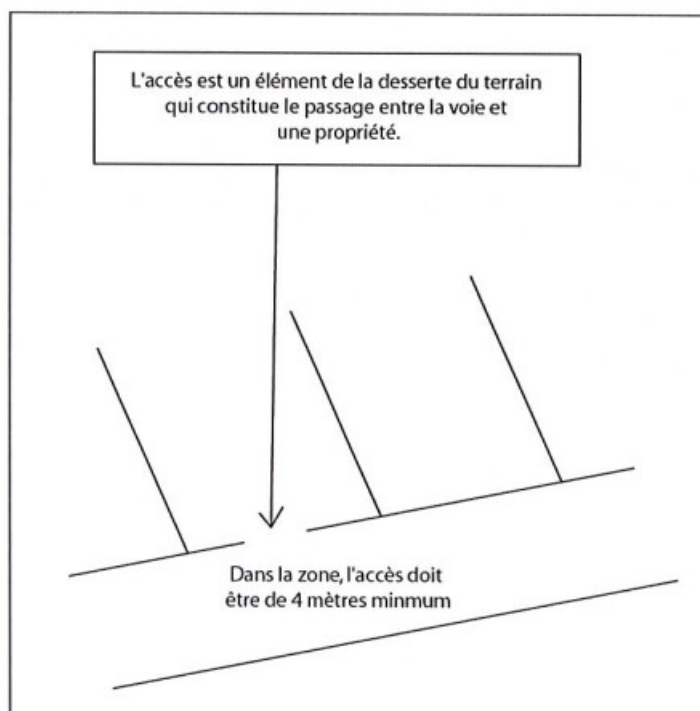
## SECTION II – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

### ARTICLE 1AU 3 – LES CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

#### 1°/ Accès

Tout terrain enclavé est inconstructible, à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds voisins dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur et dans le cadre d'un acte authentique, dans ce cas, les accès nécessaires aux constructions doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Les accès aux terrains ou aux constructions doivent rester manœuvrables pour les services de secours.

La largeur minimum des accès aux terrains ne doit pas être inférieure à 4 mètres. Les accès doivent être soumis à l'avis du gestionnaire de la voirie concernée.



CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE COMPTE-TENU DE LA  
RÉCEPTION EN PRÉFECTURE LE 24.12.2019  
ET DE LA PUBLICATION (OU NOTIFICATION) LE



24 DEC. 2019

Le Maire



## 2°/ Voirie

Les constructions et installations doivent être desservies par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques correspondent à leur destination. Ces voies doivent permettre l'accès du matériel de lutte contre l'incendie.

Les voies en impasse publiques ou privées et destinées à être ouvertes à la circulation publique doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules de faire aisément demi-tour et doivent présenter des caractéristiques correspondant à leur destination.

Lorsque l'impasse est située en limite du périmètre urbanisable, il peut être imposé au moment de la demande la possibilité de prolonger ultérieurement la voie sans occasionner de destruction.

Aucune nouvelle voie automobile susceptible d'être ouverte à la circulation générale à double sens ne doit avoir une largeur de plate-forme inférieure à 6,5 m.

Les voiries et aménagements linéaires seront conçus de façon à ne pas accélérer et augmenter les écoulements, c'est-à-dire plutôt perpendiculairement au sens de la plus grande pente, ou des mesures compensatoires devront être mises en place pour rétablir le fonctionnement initial.

## ARTICLE 1AU 4 : LES CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ASSAINISSEMENT ET D'ELECTRICITE

### DESSERTE EN EAU

**EAU POTABLE :** pour recevoir une construction ou une installation, un terrain doit obligatoirement être raccordé au réseau public de distribution d'eau potable par un branchement de caractéristiques suffisantes, approuvé par le gestionnaire du réseau et en conformité avec la réglementation en vigueur.

### ASSAINISSEMENT

**EAUX PLUVIALES:** Les aménagements réalisés sur tout terrain doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement dans le réseau collecteur ou dans le milieu naturel selon un débit de fuite et des conditions imposées par les services compétents.

Les eaux pluviales seront préférentiellement traitées par le biais de techniques alternatives telles que les puits d'infiltration, les noues, les chaussées drainantes et en dernier recours l'utilisation de système de stockage-restitution à débit calibré.

L'utilisation de ces techniques pourra faire l'objet d'une étude particulière visant à évaluer l'impact de l'infiltration et les conséquences sur le milieu naturel conformément à la réglementation en vigueur.

En cas de rejet dans le réseau,

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE COMPTE-TENU DE LA  
RÉCEPTION EN PRÉFECTURE LE 24.12.2019  
ET DE LA PUBLICATION (OU NOTIFICATION) LE

24 DEC. 2019

Modifié et complété du PUJ approuvée le :



Le Maire

- pour les opérations d'aménagement ou de construction dont la surface imperméabilisée dépasse 300 m<sup>2</sup> (y compris voirie et aires de stationnement), des bassins ou zone de retenue seront conçus pour des événements d'une période de retour centennale :

➤ le volume sera de 2,8 m<sup>3</sup> pour 100 m<sup>2</sup> imperméabilisés (calcul effectué par la méthode des pluies pour une pluie centennale de 33 mm pendant 40 min avec une intensité moyenne de 0,82 mm par minute),

➤ le débit de fuite du dispositif de stockage de 2 l/s/ha,

- pour les opérations d'aménagement et les constructions dont la surface imperméabilisée est inférieure à 300 m<sup>2</sup>,

le rejet s'effectuera avec un débit maximum de 4 l/s.

#### **EAUX USEES:**

Il est obligatoire d'évacuer les eaux usées (eaux vannes et eaux ménagères) sans aucune stagnation et sans aucun traitement préalable par des canalisations souterraines au réseau public, en respectant ses caractéristiques (système séparatif).

Dans tous les cas, le système d'assainissement des eaux usées doit être réalisé en conformité avec la réglementation et les prescriptions du service gestionnaire.

#### **EAUX RESIDUAIRES INDUSTRIELLES:**

Sans préjudice à la réglementation applicable aux installations classées, l'évacuation des eaux résiduaires autres que domestiques sont soumises aux prescriptions de qualité définies par la réglementation en vigueur. L'évacuation des eaux résiduaires au réseau d'assainissement, si elle est autorisée, peut être subordonnée à un pré - traitement approprié.

#### **DISTRIBUTION ELECTRIQUE, TELEPHONIQUE ET DE TELEDISTRIBUTION :**

Les réseaux et les branchements doivent être enterrés.

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE COMPTE-TENU DE LA  
RÉCEPTION EN PRÉFECTURE LE **24.12.2019**  
ET DE LA PUBLICATION (OU NOTIFICATION) LE

**24 DEC. 2019**



*Le Maire*

**ARTICLE 1AU 5 : CARACTERISTIQUES DES TERRAINS**

Néant.

**ARTICLE 1AU 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES**

Les prescriptions édictées dans cet article sont applicables à l'implantation des constructions par rapport aux voies publiques ou privées.

Les constructions doivent être en retrait de l'alignement. Les façades avant des constructions principales doivent être implantées avec une distance minimale de 5 mètres de l'alignement ou de la limite d'emprise de la voie.

Les constructions en façade d'un axe d'écoulement principal figuré au PPRi devront respecter un recul de 10 mètres minimum par rapport à l'alignement de la voie classée en axe.

Ces règles ne s'appliquent pas aux installations techniques nécessaires au fonctionnement du service public de distribution d'énergie électrique et de gaz ni aux postes de transformation dont la surface au sol est inférieure à 15 m<sup>2</sup>. Leur implantation sera effectuée en fonction des contraintes techniques et du respect du milieu environnant.

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE COMPTE-TENU DE LA  
RÉCEPTION EN PRÉFECTURE LE **24.12.2019**  
ET DE LA PUBLICATION (OU NOTIFICATION) LE

**24 DEC. 2019**



*[Signature]*  
Le Maire



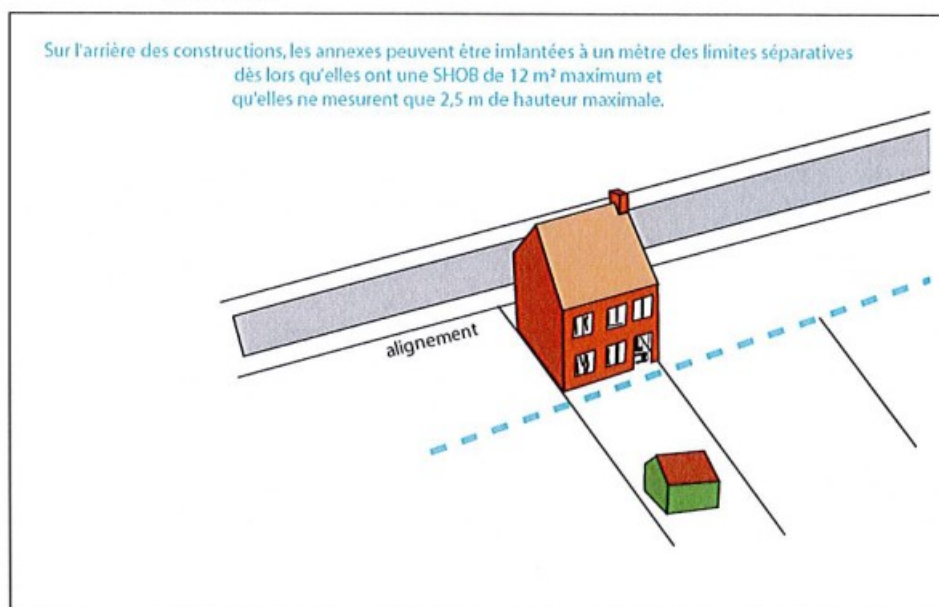
## ARTICLE 1AU 7: IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

L'implantation sur limites séparatives est possible mais pas obligatoire.

### 1) IMPLANTATION AVEC MARGE D'ISOLEMENT

Toutefois .

- Sur l'arrière de l'habitation, la construction d'une annexe à 1 mètre minimum des limites séparatives est autorisée dès lors que celle-ci n'excède pas 12 m<sup>2</sup> de surface plancher et 2,50 m de hauteur.



- Les abris à bûches dont la profondeur est inférieure à 1 mètre peuvent également être implantés à 1 mètre de la limite séparative.

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE COMPTE-TENU DE LA  
RÉCEPTION EN PRÉFECTURE LE 24.12.2013  
ET DE LA PUBLICATION (OU NOTIFICATION) LE



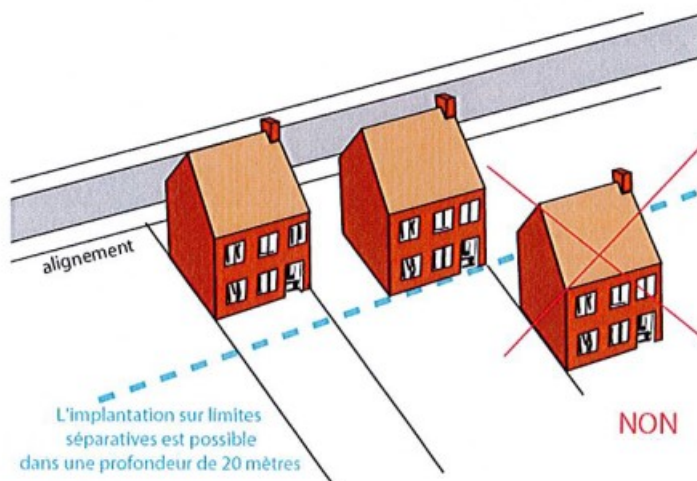
24 DEC. 2013

Le Maire



## II) IMPLANTATION SUR LIMITES SEPARATIVES

A l'intérieur d'une bande de 20 m à compter du retrait maximal autorisé à l'article, la construction de bâtiment joignant la limite séparative est autorisée.



A l'extérieur d'une bande de 20 mètres à compter du retrait maximal autorisé à l'article 6, l'implantation sur limites séparatives est possible dans 2 cas :

- la hauteur du bâtiment n'excède pas 2,5 mètres,
- pour s'apignonner sur une construction réalisée simultanément sur le terrain voisin, lorsque les bâtiments sont d'une hauteur sensiblement équivalente.

L'implantation sur limites séparatives n'est pas possible pour les limites qui forment également une limite avec la zone agricole (A).

Les installations techniques nécessaires au fonctionnement du service public de distribution d'énergie électrique et de gaz ainsi que les postes de transformation dont la surface au sol est inférieure à 15 m<sup>2</sup> peuvent être implantés à un mètre minimum de la limite séparative sous réserve de leur intégration dans le milieu environnant.

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE COMPTE-TENU DE LA  
RÉCEPTION EN PRÉFECTURE LE 24.12.2019  
ET DE LA PUBLICATION (OU NOTIFICATION) LE



24 DEC 2019

Le Maire

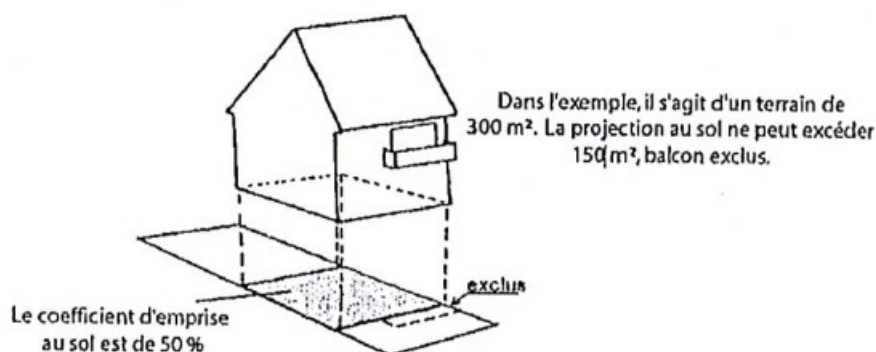
### ARTICLE 1AU 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Entre deux bâtiments non contigus doit toujours être ménagée une distance suffisante pour permettre l'entretien facile des marges d'isolement et des bâtiments eux-mêmes, ainsi que le passage et le fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie.

Cette distance doit être au minimum de 4 mètres, elle peut être ramenée à 2 mètres minimum lorsque l'un des deux bâtiments est de hauteur inférieure à 3 mètres.

### ARTICLE 1AU 9 : EMPRISE AU SOL

Le coefficient d'emprise au sol est fixé à 50 %.



### ARTICLE 1AU 10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur absolue des constructions à usage d'habitation ne peut excéder un étage sur rez-de-chaussée sans jamais dépasser 10 mètres au faîtage ou à l'acrotère pour le cas des toitures plates ou de très faible pente, mesurés au-dessus du terrain naturel considéré au moment de l'autorisation et avant aménagements.

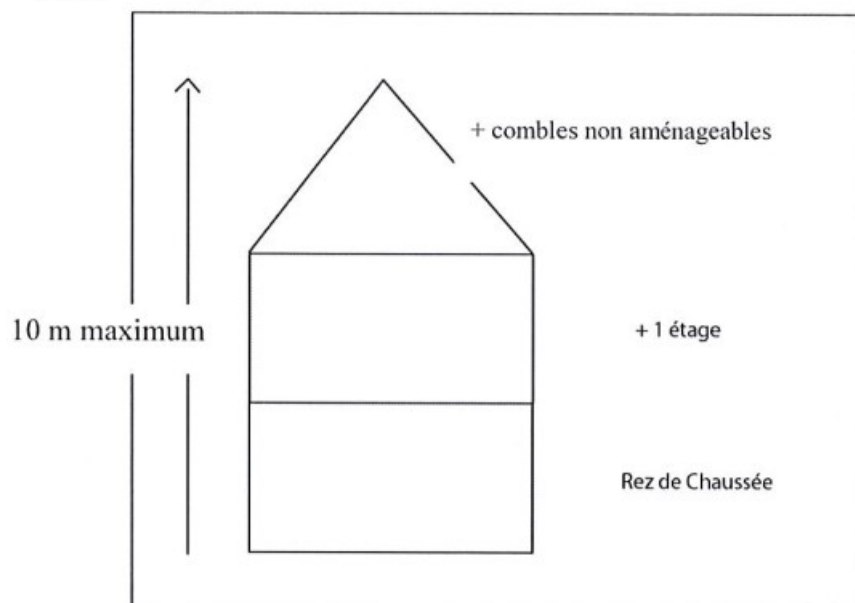
CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE COMPTÉ-TENU DE LA  
RÉCEPTION EN PRÉFECTURE LE 24.12.2019  
ET DE LA PUBLICATION (OU NOTIFICATION) LE



24 DEC. 2019

Le Maire

Soit :



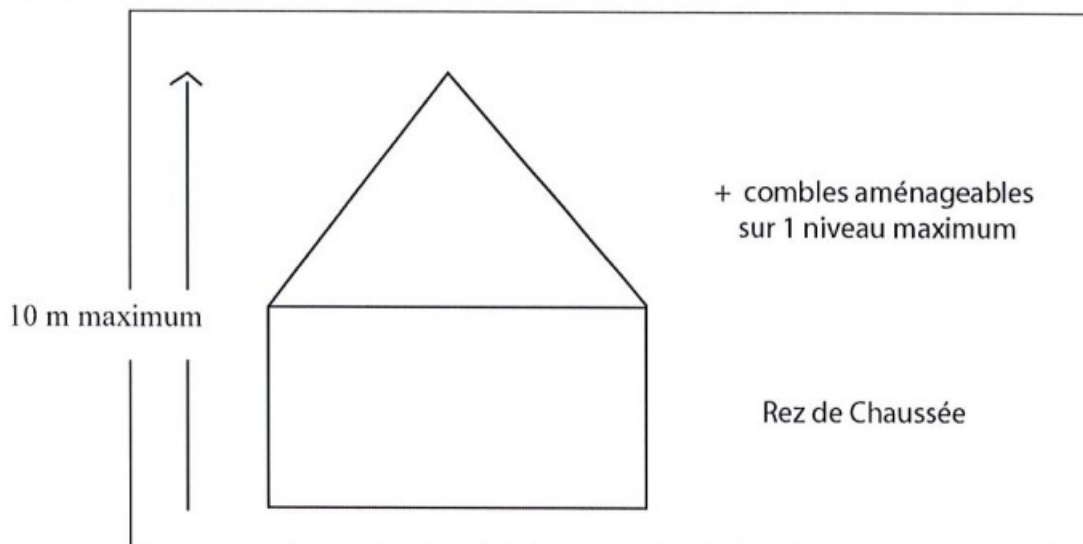
CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE COMPTE-TENU DE LA  
RÉCEPTION EN PRÉFECTURE LE 24.12.2019  
ET DE LA PUBLICATION (OU NOTIFICATION) LE

24 DEC 2019



Le Maire

Soit :



Il ne peut être aménagé qu'un niveau dans la hauteur des combles.

La hauteur absolue des constructions à usage d'activité ne peut excéder 12 mètres mesurés au-dessus du terrain naturel considéré au moment de l'autorisation et avant aménagements.

Ces règles ne s'appliquent pas aux éléments de cheminée ou d'antennes.



Lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent les équipements publics d'infrastructure ne sont pas soumis à cette règle.

#### Cote de référence

Les constructions devront avoir leur premier plancher à une hauteur supérieure ou égale à 0.20m par rapport au terrain naturel.

### ARTICLE 1AU 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

#### ✓ Dispositions générales :

Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Le volume et le traitement architectural des constructions devront prendre en compte également l'orientation, la topographie des lieux, les conditions d'accès et l'aspect des constructions voisines.

#### ✓ Dispositions particulières : construction à usage d'habitation

##### Façades :

L'emploi à nu des matériaux destinés à être recouverts est interdit.

Les murs séparatifs et les murs aveugles apparents d'un bâtiment doivent être traités en harmonie avec les façades.

Les façades devront être réalisées dans les matériaux suivants :

- matériaux reprenant l'aspect, la teinte et l'appareillage de la brique de ton rouge orangé ou gris clair
- le bardage bois de teinte naturelle, ton pierre, ton sable, ton gris clair
- les matériaux destinés à être recouverts (briques creuses, parpaings, plaque de béton...) revêtu d'un enduit dont la teinte de finition sera dans les tons pierre, sable, gris clair.

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE COMPTE-TENU DE LA  
RÉCEPTION EN PRÉFECTURE LE 24.12.2019  
ET DE LA PUBLICATION (OU NOTIFICATION) LE



24 DEC 2019

Le Maire

**Toitures :**

Pour les constructions principales ou extensions d'emprise au sol supérieure à 20 m<sup>2</sup>, les toitures devront :

- Soit comporter au minimum deux pans avec une pente de 30° minimum à 50° maximum. Les coyaux sont autorisés et n'entrent pas dans le calcul de la pente.
- Soit être en toiture terrasse, à la condition d'être végétalisée ou retenir les eaux pluviales.

Pour les autres constructions (annexes, extensions d'emprise au sol inférieure à 20 m<sup>2</sup>, etc...), la toiture pourra être en terrasse, à un ou deux pans, sans pente imposée.

Pour toutes les constructions, et à l'exception des toitures terrasses, les matériaux utilisés devront être de type tuiles de couleur issue de la gamme des rouges à noir ou en ardoises. Dans tous les cas, les tôles, matériaux enduits, plaques de tuile et plaques en fibrociment sont interdits.

**Clôtures :**

Dans tous les cas :

Les clôtures ne doivent pas gêner la circulation sur l'ensemble de la zone, notamment en diminuant la visibilité aux sorties des habitations, d'établissements et aux carrefours.

En façade et sur les marges de recul, la hauteur des clôtures y compris des haies est limitée à 1,60 mètre.

Sur les autres limites séparatives, la hauteur des clôtures est limitée à 2 m.

En façade et sur limites séparatives, les clôtures pourront être composées :

- soit par des grillages plastifiés de couleur verte, noire ou gris foncé, doublés de préférence d'une haie vive composée d'essences locales,
- soit d'une clôture à claire-voie ou par des treillis soudés avec poteaux bois ou métalliques, l'ensemble devant être de couleur verte, noire ou gris foncé ou de teinte naturelle pour le bois, doublés de préférence d'une haie vive composée d'essences locales,
- soit par des haies vives composées d'essences locales

En façade, la pose de tous dispositifs tendant à opacifier les clôtures (brise-vue, cannisses...) est interdite.

Dans tous les cas, le type de clôture utilisé devra présenter une perméabilité supérieure à 95% et ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux.

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE COMPTÉ-TENU DE LA  
RÉCEPTION EN PRÉFECTURE LE 24-12-2019  
ET DE LA PUBLICATION (OU NOTIFICATION) LE

24 DEC. 2019



Le Maire



- ✓ **Dispositions particulières aux constructions annexes et aux extensions des constructions à usage d'habitation.**

Les bâtiments annexes et les ajouts doivent être en harmonie avec la construction principale. Toutefois, les abris de jardin pourront être réalisés en bois. Les matériaux verriers ou translucides sont autorisés dans les cas de véranda ou de serre.

- ✓ **Dispositions particulières : autres constructions**

- les bâtiments à usage d'activité et les transformateurs électriques devront être en harmonie avec l'architecture environnante,

### **ARTICLE 1AU 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES**

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles, doit être réalisé en dehors des voies publiques et conformément à la réglementation en vigueur relative à l'accessibilité des stationnements.

- ❖ Pour les constructions à usage d'habitation individuelle, 2 places de stationnement par logement, doivent être aménagées sur le terrain, garage non compris..
- ❖ Pour les constructions à usage d'habitation collective, il doit être prévu deux places de stationnement par logement.
- ❖ A l'usage des visiteurs, une place de stationnement, en sus de celle précédemment réalisé, sera prévue en dehors des parcelles par tranche de 3 logements dans le cas d'opérations créant plus de trois logements au moins.
- ❖ Pour les constructions à usage de commerces, de services ou de bureaux, il doit être aménagé des surfaces suffisantes pour l'évolution, le déchargement et le stationnement de la totalité des véhicules de livraisons, de services d'une part et pour le stationnement du personnel et des visiteurs d'autre part.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux habitations locatives financées avec un prêt aidé de l'Etat. Il est néanmoins imposé une place de stationnement par logement (loi SRU du 13/12/2000 art 34).

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE COMPTE-TENU DE LA  
RÉCEPTION EN PRÉFECTURE LE 24-12-2019  
ET DE LA PUBLICATION (OU NOTIFICATION) LE



24 DEC. 2019

Le Maire



### ARTICLE 1AU 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les surfaces libres de toute construction ou d'aménagement doivent être obligatoirement plantées ou traitées en jardin potager ou d'agrément.

Les arbres de haute tige existants doivent être maintenus ou remplacés par des plantations équivalentes.

En règle générale, toutes les mesures doivent être prises pour conserver, protéger et conforter les boisements, haies et espaces verts. L'entretien des haies et autres aménagements (noues, fossés, ...) doit être réalisé par les propriétaires.

Les espèces invasives avérées (par exemple Renouée du Japon, Berse du Caucase, etc) sont interdites.

Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes

#### En façade :

Les haies existantes doivent être maintenues si elles comportent les spécificités suivantes :

—> Alignement d'arbres d'essences diversifiées

—> Les essences doivent être d'origine locale

et/ou : représenter un alignement remarquable ou emblématique (saules têtards et/ou aubépine et/ou frênes ou charmille ou hêtre taillés en arbustes)

Il est toutefois autorisé l'abattage d'une partie de la haie pour l'accès à la parcelle, d'un maximum de 5 mètres au niveau de l'accès.

En l'absence de haies existantes :

Une haie d'essences locales et diversifiées sera à privilégier pour toute nouvelle construction ou extension en façade à rue.

En présence d'une haie d'essences non locales, les espèces invasives doivent être abattues et être remplacées par des essences diversifiées et locales.

#### Sur les autres limites séparatives :

Il est demandé, dans la mesure du possible, de planter des essences locales en haies.

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE COMPTE-TENU DE LA  
RÉCEPTION EN PRÉFECTURE LE 24.12.2019  
ET DE LA PUBLICATION (OU NOTIFICATION) LE

24 DEC 2019



Le Maire

Modification simplifiée du PAU approuvée le :

Sur l'ensemble du terrain, hors limites séparatives :

Il sera privilégié la plantation d'essences locales et diversifiées. Il est toutefois possible de planter ponctuellement des arbres d'autres espèces.

### SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL

#### ARTICLE 1AU 14 : POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Les possibilités d'occupation des sols sont celles qui résultent de l'application des articles 3 à 13.

#### ARTICLE 1AU 15 - PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Il est recommandé que les constructions prennent en compte tout ou partie des objectifs du développement durable et de la préservation de l'environnement suivants, tout en s'inscrivant en harmonie dans le paysage urbain existant par :

- l'utilisation de matériaux renouvelables, récupérables, recyclables ;
- l'intégration de dispositifs de récupération de l'eau de pluie;
- l'installation de dispositifs de production d'énergie renouvelable pour l'approvisionnement énergétique des constructions (chaudière bois, eau chaude sanitaire solaire, pompes à chaleur, photovoltaïque, géothermie...) ;
- l'orientation des constructions pour favoriser la récupération des apports solaires et valoriser la lumière naturelle afin de limiter les dépenses énergétiques ;

Les équipements liés aux énergies renouvelables (capteurs solaires, panneaux photovoltaïques, vérandas...) doivent être intégrés et adaptés à la composition architecturale des constructions et à leur environnement patrimonial et paysager.

#### ARTICLE 1AU 16 - RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Les nouvelles opérations d'aménagement devront prévoir les réseaux électroniques d'alimentation enterrés.

Les antennes de téléphonie mobile devront s'intégrer dans le paysage naturel et urbain. Leur alimentation devra se faire en souterrain.

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE COMPTE-TENU DE LA  
RÉCEPTION EN PRÉFECTURE LE 24.12.2019  
ET DE LA PUBLICATION (OU NOTIFICATION) LE



24 DEC. 2019

Le Maire